

(N° 27)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 JUILLET 1925.

Proposition de loi relative aux mesures qui s'imposent pour protéger la moralité publique contre le danger de la publication d'œuvres malsaines, de leur exposition et de leur vente et de leur représentation.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS.

Au cours de la séance du 30 avril 1924, la Chambre des Représentants a voté à l'unanimité, en conclusion de l'interpellation de M. Fieullien, l'ordre du jour suivant : « La Chambre, condamnant énergiquement toute propagande immorale par la publication, l'exposition, la vente d'œuvres malsaines, prend acte des déclarations du Gouvernement affirmant que les mesures nécessaires sont et seront prises pour sauvegarder la moralité publique et notamment pour empêcher la contamination de l'enfance, compte sur l'action vigilante du parquet et passe à l'ordre du jour. »

Cet ordre du jour était signé par MM. Fieullien, Poncelet, Heyman, De Bue, Mathieu, Fischer.

Depuis, l'action du parquet n'a pas été plus vigilante; les publications et les images obscènes sont offertes comme auparavant aux regards de nos enfants et, aux abords des gares, sur le trottoir même de celles-ci, dans la zone soumise à la surveillance de l'État, des camelots offrent au rabais à la jeunesse de la pourriture illustrée.

Conscients du danger, voici que deux éminents magistrats consacrent leur mercuriale à la lutte qu'il faut entreprendre pour le relèvement de la moralité publique. Et tandis que, à la Cour de Cassation, M. le Procureur général Terlinden dénonçait avec énergie le mal social de l'avortement, à Liège M. le Procureur général Meyers tentait d'organiser pratiquement la répression de la pornographie.

* * *

La raison majeure pour laquelle les parquets restent ordinairement inactifs, c'est la crainte de l'acquittallement en cour d'assises. M. Masson, alors Ministre de

H

la Justice, nous l'a révélé en séance du 29 avril 1924, lorsqu'il nous a lu le rapport de M. le Procureur du Roi Cornil : « J'estime qu'en pareille matière des poursuites ne doivent être intentées que si elles offrent toutes garanties d'aboutir à un verdict affirmatif du jury.

» Aboutissent-elles à un acquittement en Cour d'assises, elles constituent simplement un élément de réclame pour l'ouvrage et un encouragement pour certains publicistes à aller plus loin encore dans la voie de l'obscénité ⁽¹⁾. »

Cependant le jury d'Anvers a démenti il y a peu de temps ces craintes, en condamnant un malpropre libraire et la saisie des livres obscènes qui doit être opérée à raison de la poursuite serait une première sanction appliquée au délinquant.

Quoiqu'il en soit, il semble que l'on doive rechercher d'autres moyens de combat contre l'immoralité et limiter l'action pour la permettre.

A cet égard, la mercuriale de M. le Procureur général Meyers contient des suggestions intéressantes et d'ordre éminemment pratique que la proposition de loi soumise à votre discussion, tend à faire entrer dans notre législation.

* .

Ce qu'il faut obtenir avant tout, c'est que l'enfance et la jeunesse soient préservées de la contamination; la rue qui appartient à tout le monde doit être propre; et c'est un triste paradoxe que le même pouvoir communal puisse réprimer quiconque y dépose des immondices, tandis qu'il est désarmé contre ceux qui la salissent d'images ordurières et obscènes.

Tout pour la propreté matérielle; rien pour la propreté morale.

Et notre honorable collègue M. Fischer avait bien raison lorsqu'il disait à la Chambre :

« Je demande... que M. le Ministre de la Justice examine si on ne peut pas renforcer la loi. Je lui demande notamment, en ce qui concerne l'exhibition de certaines gravures qui sont de véritables appels à la lubricité, si l'on ne peut pas frapper avec plus de sévérité et plus de rapidité surtout et s'il n'est pas possible d'armer le pouvoir communal afin que son action puisse être immédiate » ⁽²⁾.

I

Au fond, toute la réforme doit tendre à « objectiver » le délit, si nous pouvons dire.

Comme le faisait très bien remarquer M. Hoornaert, il faut abandonner le terrain moralité et se placer sur le terrain liberté et justice :

« La rue nous appartient. Nous avons tous le droit d'en user sans être

⁽¹⁾ *Ann. parlem.*, 1924, p. 1007.

⁽²⁾ P. 1006.

insultés. Nous sommes insultés par le fait que, contrairement à votre volonté de pères de famille, nos enfants voient des choses que nous ne voulons pas qu'ils voient.

» Souvent, nous exigeons de nos enfants qu'ils fassent un détour pour ne pas passer devant tel étal. Notre liberté est restreinte et la jouissance légitime de la rue est vinculée. Si nos enfants voyaient vos affiches malgré nous, cela revient à dire que votre désir de gagner de l'argent serait plus respectable que notre droit d'élever nos enfants comme il nous plaît, à nous, qui sommes leur père et mère.

» Si un goujat insulte nos enfants de quelque grossièreté sans importance, nous pouvons le faire condamner, mais nous ne le pouvons s'il exhibe devant eux des gravures salissant leur âme. Cela suffit. Nous sommes attaqués. On vient nous salir chez nous; nous allons nous défendre.

» Comme on le voit, nous changeons la base même du système juridique destiné à nous défendre. Nous voulons un texte qui punisse, non plus le fait immoral, mais sa publicité. »

M. Hoornaert proposait en vue d'obtenir ce résultat la constitution d'une commission administrative dite « Commission de la protection de l'Enfance » qui aurait le droit d'interdire l'affichage, l'exhibition, l'étalage et tous les actes semblables, de gravures, images, etc., dans tous les endroits où les enfants ont le droit de circuler sans devoir payer d'entrée.

« Cette Commission ne pourrait jamais prendre de mesures qui aboutiraient à empêcher la vente d'objets ou d'images quelconques, ce qui reste du domaine des autorités antérieurement compétentes, conformément aux lois existantes ».

Nous ne sommes guère partisan de cette Commission : celle qui a été organisée pour censurer les films a fait des preuves. Et son action sera forcément lente et limitée.

Nous préférons la formule proposée par M. Meyers et qui correspond aux desiderata de M. Fischer : « armer les pouvoirs communaux pour qu'ils puissent agir vite ».

Puisque ce texte a été rédigé par un juriste averti pourquoi aurions-nous l'outrecuidance de le modifier?

Le voici donc tel que ce Magistrat nous le livre :

« Les procureurs du Roi, bourgmestres et commissaires de police pourront avertir les personnes qui affichent ou font afficher, étalent ou font étaler des images, figures ou objets qui peuvent compromettre la pudeur des enfants. Si, à la suite de cet avertissement, l'affiche, l'image ou l'objet n'est pas retiré dans les vingt-quatre heures, ces personnes pourront être condamnées à une amende de 15 à 25 francs et à un emprisonnement d'un à sept jours ou à une de ces peines seulement ».

M. Meyers justifie son texte par les raisons suivantes que nous faisons nôtres :

« Je pense qu'il suffirait d'ériger ce fait en contravention pour assurer sur nos voies publiques le respect absolu de l'enfant, la *maxima reverentia quoe debetur puero*, comme disaient les anciens ».

L'intervention des Procureurs du Roi, des « bourgmestres et commissaires de police » permettrait une sérieuse et une action prompte et efficace. Le pouvoir d'appréciation laissé aux tribunaux, qui ne condamneraient qu'en cas de réelle indécence, constituerait une garantie contre l'arbitraire et l'exagération, si l'on croit avoir la crainte de la part des autorités communales.

Quant au mot « indécence » il est employé à dessein « car il s'agit de proscrire, dans l'intérêt de l'enfant, *quod non decet*, dans le sens du latin. Et il y a des choses, même non immorales, qu'il ne convient pas de dire, de montrer ou de faire connaître à l'enfant ».

Il aurait pu ajouter que, à raison du droit d'interpellation qui appartient aux conseillers communaux, l'action du bourgmestre sera facilement mise en œuvre et contrôlée.

II

Une autre réforme s'impose qui faciliterait la répression des délits prévus par l'article 383 du Code pénal.

En principe, chaque père de famille qui aurait été lésé dans le patrimoine moral de sa famille par un de ces délits a le droit d'agir en justice. Il dispose évidemment de la citation directe, si le fait dont il se plaint relève de la juridiction correctionnelle; ce serait le cas en matière d'affichage, de vente ou de distribution d'images obscènes, d'outrages publics aux mœurs par actions ou par paroles.

C'est l'application des articles 182 et suivants du Code l'*Instruction criminelle*. La procédure est très simple : l'intéressé se constituant partie civile donne citation au prévenu à comparaître devant le Tribunal correctionnel.

Évidemment ce particulier hésitera à user de ce droit. La justice coûte cher.

C'est pourquoi, nous pensons que des associations sans but lucratif, jouissant de la personnification civile, pourraient prendre l'initiative et la responsabilité des poursuites.

En droit, rien ne s'y oppose : une personnalité civile implique le droit d'ester en justice pour la défense des droits et des intérêts de l'association.

Et l'association aura donc les mêmes actions que le citoyen : la citation directe en matière correctionnelle et l'action en dommages-intérêts devant la juridiction civile.

M. Eyquem, dans son ouvrage sur la répression des outrages aux bonnes mœurs, n'admet pas cette manière de voir :

« Nous voilà, écrit-il, en présence d'une société désintéressée comme une société de protestation contre la licence des rues. Il est entendu qu'elle ne peut se mettre au lieu et place d'un de ses membres, père de famille dont le fils ou la fille mineure aura reçu, par exemple, par distribution ou par la poste, des cartes pornographiques; nul ne plaide par procureur. Elle ne pourrait avoir d'action que si une atteinte était portée à l'intérêt collectif des associés. Ont-ils un intérêt collectif? Leur pudeur collective est-elle alarmée par la pornographie? Évidemment non. Ses visées sont beaucoup plus larges, beaucoup plus élevées : l'intérêt

général de la Société, la moralité publique. Or, lui concéder le droit d'agir puisqu'elle n'agit pas dans l'intérêt limité de la collectivité de ses adhérents, c'est l'autoriser à plaider par procureur au nom de la Nation, et nul ne peut le faire. Seuls ont ce droit des fonctionnaires qui, de par la loi, en sont investis. »

Cette conclusion nous paraît erronée. Elle résulte de conceptions de la personnalité civile aujourd'hui périmées : celles de la fiction légale et de la fiction doctrinale.

Nous tenons, au contraire, pour le système de la personne morale réelle, dont les bases juridiques ont été posées par Saleilles.

Nous ne pourrions plus clairement la résumer que par cette synthèse de M. l'avocat-général Soenens :

« Dans le système de la réalité, la personne morale est, comme dans le système de la fiction légale, un sujet de droits distincts des individualités qui la constituent; elle est autre chose et plus que la somme des droits individuels, à quoi elle est réduite dans le système de la fiction doctrinale. Elle a une existence et une capacité pour des fins distinctes des fins individuelles de ses membres. Seulement, elle tient cette existence et cette capacité non d'une concession du législateur, mais de la volonté de ses fondateurs. Il n'est pas vrai, dit-on, dans cette théorie, que les droits ne soient donnés qu'*aux individus*; la vérité est qu'ils existent *pour les individus*, pour aider à la protection et au développement de la vie. De ce point de vue, la personne ou le sujet d'un droit peut être, dans la réalité et sans le secours d'aucune fiction légale, autre chose qu'une personne physique; ce peut être une institution créée pour réaliser des fins distinctes des intérêts individuels de ses fondateurs. Pareille création ne suppose pas l'opération de la loi, mais seulement son assentiment, et l'institution tient, de sa fondation même, la pleine capacité pour défendre l'objet moral et matériel que ses fondateurs lui ont assigné » ⁽¹⁾.

Dès lors, si l'association sans but lucratif a la personnification civile, elle existe pour une fin, pour un but, dans les limites de cette fin, de ce but social : le relèvement de la moralité publique.

Quand une atteinte est portée à cette fin, elle a le droit d'agir, puisque son action est conforme à sa raison d'exister et d'avoir la personnification civile.

L'Association des Médecins se constituera partie civile contre un prévenu d'exercice illégal de la médecine. Le Saint-Hubert Club poursuivra les braconniers.

Et une ligue pour le relèvement de la moralité publique ne pourrait agir contre les malfaiteurs qui avilissent et qui détruisent cette moralité?

Il n'est pas question de plaider par procureur, c'est la société elle-même qui défend l'idéal pour lequel elle existe.

Cependant, il y a encore des hésitations, des controverses, de l'incertain par conséquent.

(1) B. J. 1922. 400.

En France, M. Justin Godart, député du Rhône, a déposé un projet de loi dont l'article unique est ainsi libellé :

« Les associations légalement constituées dans un but d'intérêt général ou public et reconnues d'utilité publique auront le droit de poursuivre devant les tribunaux de répression, soit par voie de citation directe, soit en se portant partie civile, les crimes, délits ou contraventions se rattachant à l'objet de leur institution. »

M. Meyers proposait un texte analogue. Nous pensons que la meilleure solution serait de voter un article additionnel à la loi du 27 juin 1921 et ainsi conçu :

« Les associations sans but lucratif et les établissements publics visés par la présente loi auront le droit de poursuivre devant les tribunaux de répression, soit par voie de citation directe, soit en se portant partie civile, les crimes, délits et contraventions se rattachant à l'objet de leur institution. »

Une telle disposition permettrait aux associations de se constituer partie civile en cours d'instruction du chef de délits, considérés comme délits de presse et soumis à la Cour d'assises.

Dès lors, même en cas d'acquiescement, la Cour pourrait toujours condamner à des dommages-intérêts sur la base de l'article 1382 du Code civil.

Et ce serait déjà une sanction et une répression.

Nous pensons, en soumettant cette proposition de loi à la Chambre, faire œuvre utile, respectueuse de la liberté d'opinion au sens constitutionnel; elle ne pourra nuire qu'aux mercantis de l'immoralité.

IGNACE SINZOT.

(N° 27)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 JULI 1925.

Wetsvoorstel tot bescherming van de openbare zedelijkheid tegen het gevaar van verderfelijke werken uit te geven, uit te stallen, te verkoopen en dezelve op te voeren.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

In de vergadering van 30 April 1924, heeft de Kamer der Volksvertegenwoordigers, als besluit van de interpellatie van den heer Fieullien, eenparig de volgende motie aangenomen :

« De Kamer, elke onzedelijke propaganda door het uitgeven, uitstallen of verkoopen van verderfelijke geschriften krachtadig veroordeelend, neemt akte van de verklaringen van de Regeering waar zij bevestigt dat de noodige maatregelen zijn en zullen worden getroffen om de zedelijkheid in 't openbaar te vrijwaren en inzonderheid om het bederf van de jeugd tegen te gaan, rekent daarbij op het waakzaam optreden van het Parket, en gaat over tot de orde van den dag. »

Deze dagorde droeg de namen van de heeren Fieullien, Poncelet, Heyman, De Bue, Mathieu en Fischer.

Sedertdien is het optreden van het Parket niet scherper geworden; de zedenkwetsende uitgaven en prenten worden evenals vroeger vóór de oogen onzer kinderen uitgestald; en in den omtrek van de stations, zelfs op de stoep vlak daartegen, plaats die aan het Staatstoezicht is onderworpen, bieden de leurdere, tegen lage prijzen, de geïllustreerde rottigheid aan de jeugd.

Bewust van het gevaar, hebben twee eminente magistraten hunne openingsrede na de rechterlijke vacantie gewijd aan den strijd die dient te worden aangebonden om de openbare zedelijkheid te verbeteren. En terwijl in het Hof van Cassatie de Procureur-Generaal Terlinden met heftigheid het sociale kwaad van de vruchtafdrijving in het licht stelde, trachtte de Procureur-Generaal Meyers, te Luik, op practische wijze de beteugeling van de pornographie te regelen.

H

* * *

De groote reden van de gewone traagheid der parketten is toe te schrijven aan de vrees voor de vrijspraak vóór het Assisenhof. De heer Masson, alsdan Minister van Justitie, heeft het ons in de vergadering van 29 April 1924 laten hooren, toen hij ons het verslag las van den Procureur des Konings Cornil :

« Ik ben van meening dat in dergelijke zaken vervolgingen alleen dan moeten ingesteld worden wanneer zij alle waarborgen opleveren voor een bevestigende uitspraak van de jury.

» Leiden zij tot eene vrijspraak vóór het Assisenhof, dan zijn ze niets anders dan eene reclame voor het werk en eene aansporing voor sommige publicisten om nog verder te gaan op den weg der ontuchtigheid ⁽¹⁾. »

De jury van Antwerpen heeft nochtans deze vrees onlangs gelogenstraft door een vuilaard van een uitgever te veroordeelen, en het in beslag nemen van de slechte boeken, die wegens de vervolging moet worden uitgevoerd, zou eene eerste straf zijn toegepast op den overtreder.

Wat er van zij, het wil ons voorkomen dat men andere strijdmiddelen tegen de zedeloosheid moet zoeken en men de grenzen, waarbinnen ze toegelaten wordt, moet beperken.

In dien zin staan er in de openingsrede van Procureur-Generaal Meyers merkwaardige denkbeelden van zeer practischen aard, die het u voorgelegd wetsvoorstel in onze wetgeving wil doen opnemen.

* * *

Vóór alles moeten wij er toe komen de kindsheid en de jeugd van de besmetting te vrijwaren; de straat, het bezit van iedereen moet rein wezen; en het is een droevige paradoxe dat dezelfde gemeenteverheid, die aan iedereen verbiedt er vuilnis te storten, niet gewapend is tegen degenen die haar besmeuren met schaamteloze en walgelijke prenten.

Alles voor de stoffelijke reinheid, niets voor de zedelijke reinheid.

En onze achtbare collega Fischer had wel gelijk toen hij in de Kamer zegde :

« Ik vraag dat de Minister van Justitie zou onderzoeken of de wet niet kan verscherpt worden. Ik vraag hem, inzonderheid wat betreft de uitstalling van sommige gravures die werkelijke aanhitsingen tot geilheid zijn, of men niet strenger en vooral sneller kan ingrijpen, en of het niet mogelijk is de gemeenteverheid aan te zetten tot onmiddellijk optreden » ⁽²⁾.

I

In den grond moet heel de hervorming er toe strekken het wanbedrijf objectief te maken, indien wij ons zoo mogen uitdrukken.

⁽¹⁾ *Ann. parlam.*, 1924, blz. 1007.

⁽²⁾ *Ann. parlam.*, blz. 1006.

Zooals de heer Hoornaert het zeer juist deed opmerken, moet men het terrein der zedelijkheid verlaten en zich plaatsen op het terrein der vrijheid en der gerechtigheid :

« De straat is aan ons. Wij hebben het volle recht er van gebruik te maken zonder beleedigd te worden. Wij worden beleedigd door het feit dat, in strijd met onzen wil van huisvaders, onze kinderen dingen zien die wij niet willen dat zij zien.

» Dikwijls verplichten wij onze kinderen een omweg te doen om niet langs een zeker uitstallingsraam te moeten voorbijgaan. Onze vrijheid wordt beperkt en het wettig genot van de straat wordt ons verhinderd. Indien onze kinderen uwe aanplakbrieven zagen ondanks ons, zou dit willen zeggen dat uw verlangen om geld te winnen meer eerbied verdient dan ons recht onze kinderen op te voeden zooals het ons, die hun vader en moeder zijn, belieft.

» Wanneer een ploert onze kinderen beleedigt met de eene of andere grofheid zonder belang, dan kunnen wij hem doen veroordeelen, maar wij kunnen het niet doen wanneer hij voor hen platen uitstalt die hunne ziel besmeuren. Het is genoeg. Wij worden aangevallen. Men komt ons bevuilen bij ons; wij zullen ons verdedigen.

» Zooals men ziet, veranderen wij den grondslag zelf van het juridiek stelsel bestemd om ons te verdedigen. Wij willen een tekst die, niet meer het immoreel feit, maar de publiciteit er van straffe. »

« Om dit doel te bereiken, stelde de heer Hoornaert voor eene bestuurscommissie samen te stellen geheeten « Commissie tot zedelijke bescherming van de Kindsheid » die het recht zou hebben het aanplakken, tentoonstellen, uitstallen en alle dergelijke daden te verbieden van gravuren, prenten, enz., in al de plaatsen waar de kinderen het recht hebben te komen zonder inkomgeld te moeten betalen.

» Deze Commissie zou nooit maatregelen mogen treffen, die het verkoopen van eender welke voorwerpen of prenten zouden beletten, daar dit tot het gebied blijft behooren van de vroeger bevoegde overheid, overeenkomstig de bestaande wetten. »

Wij zijn niet zeer ingenomen met deze Commissie : deze die werd opgericht om de films de keuren heeft hare proeven geleverd. En hare werking zal onvermijdelijk traag en beperkt wezen.

Wij verkiezen het voorstel van den heer Meyers, dat ook overeenkomt met den wensch van den heer Fischer :

« De gemeenteoverheid wapenen om haar snel te laten optreden. »

Vermits deze tekst door een beslagen jurist werd opgemaakt, mogen wij niet zoo aanmatigend zijn hem te willen veranderen.

Wij laten hem dus volgen zooals die magistraat hem ons geeft : « De procureurs des Konings, burgemeesters en politiecommissarissen mogen de personen waarschuwen die beelden of voorwerpen welke de eerbaarheid der kinderen kunnen in gevaar brengen, aanplakken of doen aanplakken, uitstallen of doen uitstallen. Worden na deze waarschuwing de aanplakbrief, het beeld of het voorwerp niet

weggenomen binnen vier-en-twintig uren, kunnen deze personen gestraft worden met eene geldboete van 15 tot 25 frank en eene gevangenisstraf van 1 tot 7 dagen of slechts met eene van deze straffen.

De heer Meyers steunt zijn tekst op de volgende beweeggronden die wij tot de onze maken :

« Ik denk dat het voldoende zou zijn dit feit tot overtreding te maken om op onze openbare wegen een volstrekten eerbied voor het kind te verzekeren, de *maxima reverentia quae debetur puero*, zooals de ouden het zegden. »

« De tusschenkomst van de procureurs des Konings, van de burgemeesters en de politiecommissarissen zou eene ernstige beteugeling, en een onmiddellijk en doelmatig ingrijpen mogelijk maken.

» Het recht om te beoordeelen, dat wordt overgelaten aan de rechtbanken, die enkel zouden veroordeelen in geval van werkelijke onbetamelijkheid, zou een waarborg zijn tegen willekeur en overdrijving, indien men denkt daarvoor te moeten vreezen van de zijde der gemeenteoverheid. »

» Het woord « onbetamelijkheid » werd met opzet gebruikt, want in het belang van het kind dient verboden te worden *quod non decet*, wat niet betaamt, in den zin van het latijn. Want er zijn dingen, zelf niet-immoreele, die het niet betaamt aan een kind te zeggen, te toonen of te doen kennen. »

Hij had er kunnen bijvoegen dat, wegens het recht van interpellatie dat aan de gemeenteraadsleden behoort, het optreden van den burgemeester gemakkelijk kan verkregen en gecontroleerd worden.

II

Eene tweede hervorming, die de beteugeling van de wanbedrijven voorzien door artikel 383 van het Strafwetboek zou vergemakkelijken, dringt zich op.

In beginsel is ieder huisvader, die in het zedelijk bezit van zijn gezin zou benadeeld worden door een van deze wanbedrijven, bevoegd om in rechten op te treden.

Hij kan natuurlijk gebruik maken van de rechtstreeksche dagvaarding, wanneer het feit dat hij aanklaagt onder de boetstraffelijke rechtsmacht valt; dit zou het geval zijn in zake van aanplakking, verkoop of uitdeeling van zedenkwetsende prenten, van openbare zedenschennis door daden of woorden.

Dit is de toepassing van de artikelen 182 en volgende van het Wetboek van Strafvordering. De procedure is zeer eenvouding : de betrokkene, optredend als burgerlijke partij, doet den beklagde dagvaarden om te verschijnen voor de boetstraffelijke rechtbank.

Natuurlijk zal die man aarzelen om van dit recht gebruik te maken. Het gerecht kost zoo duur.

Daarom zijn we van oordeel dat vereenigingen zonder winstgevend doel, die rechtspersoonlijkheid bezitten, het initiatief en de aansprakelijkheid voor de vervolgingen zouden kunnen op zich nemen.

In rechten verzet zich daar niets tegen; burgerlijke persoonlijkheid brengt

met zich de bevoegdheid in rechten op te treden voor de verdediging van de rechten en de belangen van de vereeniging.

En de vereeniging zal dus denzelfden rechtsingang hebben als de burger : de rechtstreeksche dagvaarding in boetstraffelijke zaken en de rechtsvordering tot schadevergoeding voor de burgerlijke rechtsmacht.

In zijn werk over de beteugeling van de aanranding der goede zeden neemt de heer Eyquem deze zienswijze niet aan. Hij zegt :

« Wij staan hier tegenover eene belanglooze vereeniging als een vereeniging van protest tegen de handeloosheid van de straat. Het spreekt van zelf dat zij niet rechtens mag optreden in de plaats van een harer leden, huisvader wiens zoon of de dochter bij voorbeeld, door uitdeeling of door de post, pornographische kaarten heeft ontvangen; niemand pleit bij volmacht. Zij zou slechts kunnen optreden wanneer het collectief belang van de leden werd aangetast. Hebben zij een collectief belang? Is hunne collectieve eerbaarheid gekwetst door de pornographie? Natuurlijk niet. Hare bedoelingen zijn veel ruimer, veel verhevener : het algemeen belang van de Maatschappij, de openbare zedelijkheid. Schenkt men haar dus het recht op te treden, daar zij niet handelt in het beperkt belang van de collectiviteit harer leden, dan machtigt men haar bij gevolmachtigde namens de Natie te pleiten, en niemand mag dit doen. Dit recht bezitten alleen de ambtenaren die daarmede krachtens de wet zijn bekleed. »

Dit besluit schijnt ons verkeerd. Het vloeit voort uit thans verouderde opvattingen van de rechtspersoonlijkheid : die van de wettelijke fictie en van de theoretische fictie.

Wij verdedigen daarentegen het stelsel van het « werkelijk zedelijk wezen » waarvan de rechtskundige grondslagen werden gelegd door Saleilles.

Wij zouden die theorie niet duidelijker kunnen samenvatten dan door navolgende synthese van den Advocaat-Generaal Soenens :

« In het stelsel van de realiteit bezit het zedelijk wezen, zooals in het stelsel van de wettelijke fictie, rechten verschillend van de personen die hetzelfde samenstellen; het is iets anders en meer dan de bijeenvoeging van de individueele rechten, waartoe het in het stelsel van de theoretische fictie beperkt is. Het heeft een bestaan en eene bekwaamheid voor doeleinden die verschillend zijn van de individueele doeleinden zijner leden. Het bezit evenwel dit bestaan en die bekwaamheid niet door eene vergunning van den wetgever, maar door den wil van zijne stichters. Het is niet waar, zegt men in deze theorie, dat de rechten enkel *aan de individuen* zijn gegeven; waarheid is dat zij bestaan *voor de individuen*, om te helpen tot bescherming en tot ontwikkeling van het leven. Van dit standpunt uit kan de persoon of het onderwerp van een recht, in de werkelijkheid en zonder de hulp van eender welke wettelijke fictie, iets anders zijn dan een natuurlijke persoon; het kan eene instelling zijn opgericht om doeleinden te bereiken verschillend van de individueele belangen van hare oprichters. Dergelijke instelling veronderstelt niet de werking van de wet, maar alleen hare instemming, en de instelling heeft uit hare oprichting

zelve de volle bekwaamheid om het moreele en stoffelijke doel, door hare oprichters daaraan gehecht, na te streven » ⁽¹⁾.

Wanneer dus de vereeniging zonder winstgevend doel rechtspersoonlijkheid bezit, bestaat zij tot een doel, binnen de perken van dat sociaal doel : de opbeuring van de openbare zedelijkheid.

Wordt er een aanslag gepleegd op dit doel, dan heeft zij het recht te handelen, vermits hare handeling overeenstemt met de reden van haar bestaan en van haar bezit der rechtspersoonlijkheid.

De Vereeniging van Geneesheeren zal als burgerlijke partij optreden tegen iemand die te recht staat wegens onwettelijke nitoeffening der geneeskunst. De Sint-Hubertclub zal de wildstroopers doen vervolgen.

En een bond tot verbetering der openbare zedelijkheid zou niet kunnen optreden tegen de boosdoeners die deze zedelijkheid verlagen en vernietigen?

Er is geen sprake van bij gevolmachtigde te pleiten, de vereeniging zelf verdedigt het ideaal voor hetwelk zij bestaat.

Er zijn evenwel nog aarzelingen, betwistingen en dienvolgens onzekerheid.

In Frankrijk heeft de heer Justin Godart, afgevaardigde van de Rhône, een wetsontwerp ingediend waarvan het eenig artikel luidt :

« De vereenigingen, wettelijk opgericht met een doel van algemeen of openbaar belang en erkend als zijnde van openbaar nut, hebben het recht de misdaden, wanbedrijven en overtredingen verband houdend met het voorwerp harer instelling, te vervolgen voor de strafrechtbanken, hetzij bij wege van rechtstreeksche dagvaarding, hetzij optredend als burgerlijke partij. »

De heer Meyers stelde een gelijkaardigen tekst voor. Wij meenen dat de beste oplossing zou zijn een aanvullend artikel bij de wet van 27 Juni 1924 te voegen luidend :

« De bij deze wet bedoelde vereenigingen zonder winstgevend doel en openbare instellingen hebben het recht de misdaden, wanbedrijven en overtredingen, verband houdend met het doel hunner instelling, voor de strafrechtbanken te vervolgen, hetzij bij wege van rechtstreeksche dagvaarding, hetzij met een eisch tot schadeloosstelling in te stellen. »

Eene dergelijke bepaling zou aan de vereenigingen toelaten als burgerlijke partij op te treden in den loop van het onderzoek wegens wanbedrijven, beschouwd als drukpersmisdrijf en onderworpen aan het Hof van Assisen.

Dienvolgens zou het Hof, zelfs in geval van vrijspraak, altijd kunnen veroordeelen tot schadevergoeding op grond van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek.

En dit zou reeds eene sanctie zijn en eene beteugeling.

Met dit wetsvoorstel aan de Kamers te onderwerpen, meenen wij een nuttig werk te verrichten, waarbij de meeningsvrijheid in den grondwettelijken zin wordt geëerbiedigd; het zal enkel kunnen schade berokkenen aan de uitbuiters van de zedeloosheid.

IGNACE SINZOT.

(1) B. J., 1922, blz. 400.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Proposition de loi relative aux mesures qui s'imposent pour protéger la moralité publique contre le danger de la publication d'œuvres malsaines, de leur exposition et de leur vente et de leur représentation.

ARTICLE PREMIER.

Il est inséré au chapitre IV du Livre II, Titre X du Code pénal, un article 563^{bis}, ainsi rédigé :

« Les procureurs du Roi, bourgeois-mestres et commissaires de police pourront avertir les personnes qui affichent ou font afficher, étalent ou font étaler des images, figures, ou objets qui peuvent compromettre la pudeur des enfants. Si, à la suite de cet avertissement, l'affiche, l'image ou l'objet n'est pas retiré dans les vingt-quatre heures, ces personnes pourront être condamnées à une amende de 15 à 25 francs et à un emprisonnement de 1 à 7 jours ou à une de ces peines seulement ».

ART. 2.

Le titre IV de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif, et aux établissements d'utilité publique, est

Wetsvoorstel tot bescherming van de openbare zedelijkheid tegen het gevaar van verderfelijke werken uit te geven, uit te stallen, te verkopen en dezelve op te voeren.

EERSTE ARTIKEL.

In het vierde hoofdstuk van Boek II, Titel X van het Strafwetboek, wordt een artikel 563^{bis} ingelascht luidende :

« De procureurs des Konings, de burgemeesters en de commissarissen van politie mogen diegenen waarschuwen, welke beelden, prenten of voorwerpen, die de eerbaarheid der kinderen kunnen in gevaar brengen, uithangen of doen uithangen, uitstallen of doen uitstallen. Indien, na deze waarschuwing, het plakkaat, het beeld of het voorwerp niet binnen vier en twintig uren is weggenomen, kunnen die personen gestraft worden met een geldboete van 15 tot 25 frank en met gevangenisstraf van 1 tot 7 dagen of met slechts een dezer straffen. »

ART. 2.

Titel IV der wet van 27 Juni 1921, waarbij aan de vereenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid

complété par la disposition suivante qui formera l'article 57 :

« Les associations sans but lucratif et les établissements publics visés par la présente loi auront le droit de poursuivre devant les tribunaux de répression, soit par voie de citation directe, soit en se portant partie civile, les crimes, délits et contraventions se rattachant à l'objet de leur institution. »

wordt verleend, wordt aangevuld door de volgende bepaling die artikel 57 zal uitmaken :

« De bij deze wet bedoelde vereenigingen zonder winstgevend doel en openbare instellingen hebben het recht de misdaden, wanbedrijven en overtredingen, verband houdend met het doel hunner instelling, voor de strafrechtbanken te vervolgen, hetzij bij wege van rechtstreeksche dagvaarding, hetzij met een eisch tot schadeloosstelling in te stellen. »

IGNACE SINZOT.

S. WINANDY.

H. HOUSIAUX.

EDM. RUBBENS.

PHILIP. VAN ISACKER.

P. DE BURLET.
